



# VIGILANCE & ACTION

*"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir". "Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction". Charles de Gaulle*

N° 243 Juillet - Août 2009

*Le journal de la droite civique, gaulliste et patriote*

<http://www.lemil.org>

*Après les élections européennes*

## SAVOIR RAISON GARDER

par **Jacques ROUGEOT**, professeur émérite à la Sorbonne

La sagesse populaire le dit : il faut se méfier du chat qui dort. Il en est de même, apparemment, pour les élections. Pendant de longues semaines, il n'a été question que de l'indifférence de l'opinion à propos des élections européennes dépourvues d'enjeu clairement perceptible. Le vainqueur était désigné d'avance : ce serait le parti des abstentionnistes. Selon les résultats, les autres questions feraient l'objet de réglages de

détail. Et puis voilà que, dès le soir du 7 juin, les commentateurs retrouvent le ton de l'emphase et de la dramatisation. On sent flotter dans l'air comme un parfum d'événement historique, les portes d'un New Age sont en train de s'ouvrir sous nos yeux éblouis. La raison d'une telle émotion peut être chiffrée : 16 %, c'est-à-dire le pourcentage des suffrages recueillis par la liste Europe Ecologie.

Face à certains débordements verbaux, les républicains les plus intransigeants mais les plus lucides se remémorent la devise autrefois chère à nos rois : il faut savoir raison garder. Il est temps, en effet, de remettre en perspective les divers éléments qui composent la situation actuelle et de leur redonner leurs justes proportions.

### CAP À DROITE À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Remettre les choses en perspective, c'est d'abord se souvenir que, contrairement à ce que pourraient laisser croire la plupart des commentaires, les élections de début juin étaient organisées non pas dans notre seul pays, mais dans toute l'Union européenne. Il est d'autant plus intéressant d'envisager l'ensemble du paysage que, à cette échelle, de grandes tendances apparaissent nettement et se distinguent assez sensiblement de certaines caractéristiques constatées en France.

La tendance la plus marquée est le recul généralisé des partis socialistes officiels ou institutionnels. Ce recul est d'autant plus significatif qu'il se produit dans toutes les configurations politiques nationales. Que ces partis soient au pouvoir, comme en Espagne, au Portugal ou au Royaume-Uni, qu'ils soient dans l'opposition comme en France ou en Italie, ou bien qu'ils partagent le pouvoir, comme en Allemagne, partout ils subissent le même déclin. Ils sont tous de tendance sociale-démocrate, que ce soit officiellement, comme dans la plupart des pays, ou de façon plus hypocrite et embarrassée, comme en France, où le PS ne s'est jamais affranchi d'une tentation gauchiste permanente.

Cette constatation est fort intéressante, car elle détruit la quasi-totalité des analyses formulées depuis la révélation de la crise mondiale dont nous sommes encore bien loin d'être sortis. Ces analyses étaient péremptoires : la crise, par sa gravité, condamne, dans les faits et dans les esprits, le système capitaliste libéral et remet en selle le keynésianisme et l'interventionnisme d'Etat, qui sont les piliers traditionnels de la social-démocratie. Donc le balancier politique va revenir sans coup férir du côté des

partis sociaux-démocrates. Le syllogisme est parfait, à cette petite nuance près qu'il est invalidé par les faits.

L'explication de ce paradoxe n'est pas évidente. Elle est probablement d'ordre politique et psychologique plutôt qu'économique. Il semble que les partis socialistes soient profondément déconsidérés, comme dévitalisés, et que les populations ne leur prêtent plus la capacité de prendre à bras-le-corps une situation grave et mouvante comme celle que nous vivons, qui nécessite de prendre des mesures énergiques de façon rapide et pragmatique. Quelles que soient les idées des socialistes (qui se sont d'ailleurs ralliés plus ou moins nettement au capitalisme et n'ont donc plus de solutions tranchées à proposer), ils n'apparaissent plus comme des décideurs capables de gouverner. On aboutit donc à ce paradoxe amusant et somme toute logique : le retour en force de l'Etat, qui est incontestable, bénéficie non pas à ceux qui l'ont théorisé, mais à ceux qui paraissent avoir plus de détermination et d'énergie pour gouverner cet Etat, c'est-à-dire, dans la situation actuelle, à la droite.

Et, en effet, c'est bien à un déplacement vers la droite du curseur de la vie politique que nous assistons un peu partout. En théorie, les suffrages des déçus du socialisme installé auraient pu se porter vers ce qu'on appelle maintenant « la gauche de la gauche ». Il n'en a pas été ainsi, sinon dans de faibles proportions. Les partis d'extrême gauche n'ont pas fait de percée spectaculaire.

La droite, en revanche, progresse sous ses différentes formes. La droite traditionnelle, la droite de gouvernement, maintient

solidement ou renforce ses positions, quelle que soit la configuration politique de chaque pays. Il suffit de reprendre, à titre d'exemple, la liste des principaux pays où la gauche a reculé (Espagne, Portugal, Royaume-Uni, France, Italie, Allemagne) pour établir un constat indiscutable.

De plus, ce qui est très instructif, c'est que les partis situés traditionnellement « à droite de la droite » (qu'on les appelle identitaires, nationalistes, souverainistes, eurosceptiques, anti-immigrationnistes) progressent très nettement à peu près partout, sauf en France. Les chiffres peuvent être spectaculaires. En Autriche, ces partis dépassent au total les 35 %. Aux Pays-Bas, le parti de Geert Wilders, ouvertement islamophobe, arrive en deuxième position avec 17 % des suffrages. En Roumanie, au Danemark, en Finlande, en Hongrie, cette tendance recueille aux environs de 15 %. En Italie, la Ligue du Nord passe de 4 à 8 sièges. Au Royaume-Uni, en Slovaquie, en Lituanie, des partis de ce type émergent ou se renforcent dans le paysage électoral.

Il apparaît donc bien que, dans la plus grande partie de l'Europe, l'affaiblissement de la gauche a eu pour conséquence non pas un regroupement vers le centre, mais un déplacement du corps électoral vers la droite, qu'elle soit traditionnelle ou vigoureusement affirmée, voire provocatrice.

Dans ce tableau, quelle place prennent les vedettes de presque tous les commentaires hexagonaux : les verts, les écologistes ? A vrai dire, à l'échelle européenne, ils sont loin de représenter la tendance marquante du scrutin. Dans la plupart des pays, ils progressent modérément de 1 ou 2 points. Il leur arrive même de reculer, comme en Autri-

che. Dans le nouveau Parlement, ils passeront de 43 sièges à 51, ce qui marque, certes, une bonne progression, mais on ne saurait parler de vague de fond et il faut préciser

que le plus gros contingent est fourni par les verts français : 14 sièges, soit plus du quart du total. Pour l'ensemble du Parlement, les quelques gains écologistes sont loin de

compenser les pertes des partis socialistes, lesquels passent de 217 sièges à 161.

## LA FRANCE : SIMILITUDES ET DIFFÉRENCES

Il convient d'examiner à part le cas de la France, à la fois parce qu'il nous intéresse plus particulièrement et parce qu'il n'est pas totalement conforme au modèle d'ensemble.

Deux caractéristiques, à vrai dire les plus importantes, se trouvent en France comme dans à peu près tous les autres pays de l'Union européenne : la défaite du socialisme institutionnel et la victoire de la droite de gouvernement, les deux résultats amplifiant fortement les tendances annoncées par les sondages. Le PS (16,5 % des suffrages) est certes entraîné dans le déclin du socialisme européen, mais il a mis une sorte de point d'honneur à ajouter sa touche personnelle pour aggraver sa situation. Les ingrédients de la potion amère sont bien connus : absence totale d'idées claires et compréhensibles rendant impossible de dégager une ligne directrice et surtout querelles incessantes entre personnalités, d'ailleurs médiocres pour la plupart, se disputant au grand jour les dépouilles d'un parti qui fut jadis dominateur, sous la direction théorique d'une «dame des 35 heures» au charisme si atone qu'il est capable d'éteindre les ardeurs militantes les plus vivaces. Par charité chrétienne ou par indulgence pour des adversaires au long cours, nous avons envisagé comme possible à assez court terme la convalescence, voire le début de renaissance du PS. Ils ont apparemment tenu à nous ôter nos dernières illusions.

On peut dire de l'UMP à peu près le contraire. Le très bon résultat obtenu par ce parti (28 %) s'inscrit, certes, dans le mouvement de la droite européenne, mais il a été amplifié par l'action de ses chefs. Le principal vainqueur est évidemment Nicolas Sarkozy. Tous ses adversaires, à défaut de programme à faire valoir, se sont acharnés à le prendre comme cible quasi unique : sa victoire, dans ce scrutin transformé en référendum, n'en est que plus significative et plus éclatante. Quant à Xavier Bertrand, il a inauguré sa fonction à la tête de l'UMP par un succès auquel il a pris une large part.

Les autres résultats placent la France en dehors de l'épure européenne. Première constatation : la «droite de la droite» (eurosceptique, souverainiste, etc.) n'a pas fait, loin de là, la percée ou la poussée constatée dans la plupart des autres pays. En additionnant les pourcentages obtenus par les listes Le Pen (6,3 %), Villiers (4,8 %) et Dupont-Aignan (1,9 %), on arrive à 13 %, en net recul par rapport aux scrutins précédents, et en particulier très loin des résultats de 1999, où la liste Pasqua-Villiers avait, à elle seule, obtenu presque ce résultat et devancé la liste Sarkozy. Cette chute est en partie due à la division du camp souverainiste, allant jusqu'à l'hostilité entre les listes. Elle est sans doute due aussi aux engage-

ments très explicites pris par l'UMP, et en particulier aux deux premiers : l'opposition à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne et l'instauration, en matière économique, de la préférence communautaire. Ces thèmes, nettement marqués à droite, correspondent aux attentes de bon nombre d'électeurs potentiels de l'UMP. Il ne faut pas oublier que, lors de la campagne présidentielle de 2007, des thèmes de même inspiration avaient produit un résultat aussi favorable. Quoi qu'il en soit, le relatif échec des partis souverainistes fait ressortir le caractère spécifique de la victoire de l'UMP en même temps que, en faisant apparaître une certaine fragilité de la droite dans son ensemble, il amène à penser que cette situation posera quelques problèmes à l'avenir.

Avant d'en arriver à ce qui est présenté comme le fait marquant de ce scrutin, il faut dire un mot d'un cas spécifiquement français, celui du MoDem et de son chef François Bayrou qui, avec 8,5 % des suffrages, a obtenu un résultat très décevant, de dix points inférieur à celui de l'élection présidentielle. En fait, sur le fond, ce cas n'est pas aussi déconcertant qu'on le présente souvent. Il est typiquement celui d'un candidat qui veut s'asseoir sur deux chaises à la fois, celle de droite et celle de gauche. Selon les circonstances, il peut parvenir à rapprocher ces deux chaises, ce qui lui vaut un certain succès, mais il arrive aussi qu'il soit moins adroit et que ces deux chaises s'écartent, avec le résultat qu'on imagine. Cette fois-ci, les chaises ont échappé à sa prise. On a dit que son altercation avec Cohn-Bendit à la télévision avait joué un rôle important dans sa mésaventure. Cela n'aurait en effet rien d'étonnant. En cette occasion, Bayrou en a dit trop ou trop peu. A partir du moment où il lançait une accusation ignominieuse de pratiques pédophiles, il était condamné à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire à citer des phrases effectivement ignobles, répugnantes et irrécusables rédigées et publiées par son adversaire en 1975 : de nombreux téléspectateurs en auraient eu le cœur soulevé. Mais en restant allusif, Bayrou apparaissait comme un colporteur de vieux ragots douteux exhumés pour porter un coup bas sans rapport avec la discussion en cours. Encore une façon maladroite et peu présidentielle de tenter de s'asseoir entre deux chaises. Le vaincu aggrave encore son cas en ne cessant de se confondre en regrets pour la «polémique excessive» qu'il avait déclenchée. Cette façon de baisser pavillon devant le culot de son adversaire et la veulerie des commentaires absolvant le pédophile, alors qu'il était fondé à contre-attaquer vigoureusement, montre que ce pourfendeur virulent du pouvoir actuel demeure de façon invété-

rée un centriste littéraire ou, à l'inverse de la fable, un mouton revêtu de la peau d'un loup. Tout naturellement donc, ceux qui s'étaient ralliés à lui parce qu'ils l'avaient pris pour un chef de meute s'éloignent aujourd'hui et cherchent un autre troupeau, non sans avoir mordu les mollets du guide ci-devant encensé et maintenant déchu. Malgré tout, Bayrou, qui croit mystiquement en son étoile, peut garder espoir en se disant que seul un politicien mort est un politicien fini.

Il faut enfin en venir à ce qu'on appelle généralement le triomphe de la liste Europe Ecologie, présenté comme l'événement majeur du scrutin du 7 juin et même comme un phénomène de société après lequel «les choses ne seront plus jamais comme avant». Il est difficile de garder la tête froide devant le déferlement verbal qui submerge toutes les réflexions émises sur ce sujet. Essayons toutefois en considérant d'abord les faits et en nous demandant ce qui explique le résultat de la liste Cohn-Bendit et quelle est la signification, la portée de ce résultat.

Si l'on s'en tient à une analyse politique, les 16 % obtenus par la liste écologiste constituent un bon succès. Il s'explique assez mécaniquement par le principe des vases communicants appliqué à l'électorat de la gauche et, plus généralement, de l'opposition. Les électeurs de ce bord, dégoûtés par l'inconsistance et les divisions du PS, ainsi que par la campagne monomaniaque, anti-sarkozyste primaire, d'un Bayrou guetté par la paranoïa, se sont détournés des deux listes ainsi déconsidérées. On aurait pu penser qu'ils se tourneraient vers l'extrême gauche (listes Besancenot et PC-Mélanchon). Il est intéressant de voir que ces reports ont été assez limités. En remportant respectivement 5 % et 6,5 % des suffrages exprimés, les listes d'extrême gauche, sans subir une défaite cuisante, n'ont pourtant pas remporté le succès annoncé il y a quelques mois. Cela signifie certainement que les idées et les recettes traditionnelles de la gauche, qu'elle soit extrême ou installée, ne sont plus crédibles. La crise actuelle aurait pu les remettre en selle : c'est presque le contraire qui s'est produit. La social-démocratie apparaît comme une idéologie vieillotte et inadaptée. Quant à l'extrême gauche, elle essaie de faire passer pour neuves et «révolutionnaires» des formules simplistes rabâchées depuis plus d'un siècle. C'est donc toute la gauche proprement politique qui, en France comme dans une bonne partie de l'Europe, a provoqué la désaffection de ses partisans potentiels, faute d'avoir été capable de proposer des principes et des idées qui soient en prise avec la situation actuelle.

Les électeurs dotés de ce qu'on pourrait appeler un tempérament de gauche se sont donc tournés vers cette nébuleuse qu'est l'écologie, variante molle et informe, à l'allure nouvelle, d'une idéologie dont les formes politiques traditionnelles paraissent aujourd'hui obsolètes. Les électeurs écologistes ne sont donc ni les pionniers prophétiques du monde de demain ni un réservoir de ralliés potentiels à la majorité présidentielle. Ce sont seulement des gens de gauche déboussolés attirés par un nuage idéologique flottant dans l'air du temps.

On a donc affaire à un phénomène politique somme toute assez banal auquel on attribue des dimensions et une portée démesurées. Dès la soirée électorale à la télévision, le ton était donné. A mesure que le temps passait, on voyait la bulle médiatique gonfler, les participants revendiquer à l'envi le prix d'excellence de l'écologie, Cohn-Bendit et José Bové recevoir avec une satisfac-

tion un peu condescendante les hommages dus à ces sages bergers conduisant le nouveau peuple élu jusqu'aux verts pâturages d'une moderne terre promise. Depuis lors, on entend des commentateurs politiques vaticiner comme des prophètes inspirés et annoncer que les modes de vie de «la planète» (on ne dit plus la terre, ni le monde) vont être nécessairement bouleversés conformément aux dogmes de la nouvelle religion.

Quel est le point de départ, ou au moins le puissant coup d'accélérateur, de ces perspectives grandioses ? Ce sont les 16 % obtenus par la liste Europe Ecologie par rapport aux suffrages exprimés, c'est-à-dire 6,4 % par rapport aux électeurs, ce qui doit représenter quelque 0,06 % de la population de ladite planète. Ce constat se dispense de commentaires. Il faut d'ailleurs penser que cette vaillante petite peuplade a bénéficié, elle seule, de la révélation d'une nouvelle Pentecôte qui s'est manifestée subitement

en France en 2009 puisque, il y a un an, lors des élections municipales, les listes écologistes avaient obtenu des résultats très faibles. Quant à la solidité d'une coalition hétérogène formée uniquement à des fins électorales, l'expérience n'engage pas à fonder sur elle des paris trop optimistes.

Ces quelques remarques n'ont pas pour objet de prendre une position de fond sur la question de l'écologie. Elles visent seulement à rappeler que cette question importante et complexe doit être abordée avec bon sens, en tenant compte de toute sorte d'autres conditions et non comme une sorte d'impératif catégorique qui devrait être un objet de dévotion, comme une sorte de religion laïque. Elles visent surtout à ramener à ses justes proportions, très modestes, la portée d'un scrutin pour lequel 60 % des électeurs ont marqué leur peu d'intérêt.

## QUELQUES LEÇONS POUR 2012

Il ne faut pas faire semblant de l'ignorer : tout événement politique qui se produit aujourd'hui en France est forcément examiné en fonction des échéances de 2012 : l'élection présidentielle entraînant dans son sillage les élections législatives. Quelles leçons peut-on tirer, sous cet angle limité mais important, du scrutin de 2009 ?

Première constatation : on ne peut pas en tirer de conclusions déterminantes. Les raisons sont évidentes. Le scrutin européen est, en France, le seul de ce modèle : proportionnelle à un tour ; la participation a été à peu près la moitié de celle des grandes élections nationales ; et enfin les prévisions à trois ans relèvent plus de l'astrologie que de l'analyse politique. Essayons toutefois de dégager quelques grands traits et de proposer prudemment quelques principes stratégiques qui puissent favoriser à terme la victoire de la droite.

Au soir du 7 juin, notre premier mouvement a été de nous réjouir du résultat : victoire de la majorité présidentielle, arrivée en tête de toutes les formations, défaite de l'opposition dans ses deux composantes principales : le PS et le MoDem. Toutefois, on s'aperçoit vite que ce rapport de forces ne se transpose pas automatiquement sur un scrutin majoritaire à deux tours, puisque un candidat, un parti ou une coalition de droite qui recueilleraient 28% des votants au premier tour devraient en gagner 22% pour l'emporter au deuxième tour. Arithmétiquement, une telle réserve n'existerait pas dans les résultats de 2007 : on pourrait seulement grappiller quelques points dans les électeurs Villiers, Le Pen, écologistes indépendants. Comment donc arriver à être majoritaire ? A priori, deux stratégies sont envisageables.

L'une repose sur le constat très formel que la réserve la plus importante et apparemment la plus traitable se trouve dans l'électorat écologiste. Conclusion : brandissons en permanence la bannière de l'écologie, soyons plus écologistes que les verts, et nous capterons leur électorat. Ce raisonnement pêche sur deux points. D'abord, il comporte une erreur sur l'identité des électeurs qui ont voté pour la liste Europe Ecologie en ce qu'il suppose qu'il s'agit de braves écologistes de base, soucieux des petits oiseaux et du développement durable, qui auraient trouvé dans cette liste de quoi répondre à leurs aspirations, sans trop se soucier d'autres considérations idéologiques. En réalité, les électeurs qui ont voté pour Cohn-Bendit et José Bové ne sont pas des benêts qui ignoreraient tout de ces hommes très engagés politiquement. Ces électeurs sont, comme on l'a vu plus haut, des gens de gauche qui ont trouvé dans cette liste une variété plus acceptable et plus moderne de la gauche.

L'autre erreur stratégique apparaît lorsqu'on envisage l'histoire politique de ces dernières années. Elle n'est qu'une variante de ce qui a été trop souvent pratiqué. La droite, trop vulnérable au pilonnage idéologique de ses adversaires, peu sûre du bien-fondé de ses idées, a cru judicieux d'adhérer, pour l'essentiel, à l'idéologie de la gauche en l'édulcorant afin de séduire l'électorat de celle-ci. Le résultat a été logique : la droite a perdu nombre de ses partisans sans gagner ses adversaires. Les effets ont été catastrophiques, tant sur le plan électoral (perte du pouvoir pour longtemps en 1981) que pour le bien du pays (délabrement, entre autres, de l'enseignement aban-

donné à l'influence quasi hégémonique de la gauche).

Devons-nous donc nous résigner à demeurer minoritaires dans les deuxièmes tours des futurs scrutins ? Assurément non. La solution réside dans le réservoir le plus énorme, qu'on oublie souvent, celui des abstentionnistes. Il y a tout lieu de penser que, en 2012, il y aura deux fois plus de suffrages exprimés qu'en 2007. C'est évidemment là qu'il faut chercher les renforts. Comment ? Tout simplement en appliquant la recette de base formulée, entre autres, par Mitterrand comme par tous les stratèges politiques avant et après lui : il faut d'abord regrouper ses forces naturelles et ensuite attirer à soi les indécis. Dans le cas de Nicolas Sarkozy et de sa majorité, le noyau central, qu'il faut impérativement renforcer, se situe à droite. Nicolas Sarkozy le sait bien lui-même. C'est en faisant une campagne de droite qu'il a remporté l'élection présidentielle. C'est même en mettant en avant des thèmes de droite (refus de l'adhésion de la Turquie, préférence communautaire) qu'il l'a emporté aussi aux élections européennes.

La droite a eu trop souvent, dans le passé, des pratiques, prétendument subtiles mais en réalité défaitistes, qui ont produit des résultats à son détriment et au détriment de la France. C'est avec ces pratiques que Nicolas Sarkozy doit, une fois de plus, pratiquer la rupture. Sacrifier à l'écologisme, vénéré comme la religion inéluctablement triomphante des temps nouveaux, c'est commettre la même erreur que de s'être laissé persuader, au XX<sup>e</sup> siècle, qu'on ne pouvait que retarder et atténuer, et non empêcher la victoire du socialisme marxiste porté par le «sens de l'histoire».

## ET SI NOUS PARLIONS UN PEU DE L'EUROPE ?

L'Europe est, en théorie, la vedette du scrutin du 7 juin. En fait, elle est souvent la grande absente des commentaires, d'abord,

on l'a vu, parce que ceux-ci se concentrent principalement sur la France et aussi parce qu'ils traitent le plus souvent de politique gé-

nérale à propos des élections européennes. Pourtant, puisqu'on invite à s'exprimer directement tous les peuples de l'Union euro-

péenne, et en particulier le peuple français, n'est-il pas intéressant d'essayer de percevoir les conceptions, les aspirations ou les rejets qui se dégagent de ces scrutins ? L'exercice est difficile, car il est impossible d'éviter que des considérations de politique générale ou nationale ne viennent interférer avec la question de base. Qui plus est, cette question n'est presque jamais formulée en termes simples et directement intelligibles par tous les citoyens. Les réponses ne peuvent donc pas être parfaitement claires et elles sont toujours indirectes, mais il vaut la peine de dégager quelques grands traits en essayant de replacer les leçons du dernier scrutin parmi les autres indices qui nous permettent de nous faire une idée.

Tout le monde a remarqué l'importance de l'abstention. Ce qui est particulièrement frappant, c'est non seulement sa valeur absolue, mais sa progression depuis trente ans. En France, elle passe de 39,30 % en 1979 à 59,52 % en 2009, en Europe, de 38,01 % en 1979 à 56,99 % en 2009. On est ordinairement porté à penser que les nouveautés ont certes du mal à s'imposer, mais que le temps fait son œuvre et que l'accoutumance finit par entraîner l'acceptation. C'est ce qui se produit quand l'élément nouveau correspond à un besoin, à une attente, ou au moins ne heurte pas des sentiments profonds. Ce fut par exemple le cas, naguère encore, avec l'immigration européenne, totalement absorbée et assimilée à partir de la deuxième génération. Il se produit le phénomène inverse aujourd'hui avec l'immigration extra-européenne, dont les difficultés s'aggravent à partir de la deuxième génération, ou sous des formes différentes, avec la construction européenne. On ne constate pas un rejet violent, mais plutôt une absence d'intérêt, le sentiment que l'Europe est une question sur laquelle le citoyen n'a pas de prise. Il est arrivé une fois que l'enjeu ait paru assez clair et important, c'est à propos du référendum sur le traité de Maastricht : le débat a été beaucoup plus animé et

la participation plus forte. Mais, lors d'une élection au Parlement européen, en quoi le vote que j'émetts en faveur de telle ou telle liste va-t-il contribuer à infléchir d'éventuelles décisions nébuleuses prises à l'échelon européen et dont je n'aurai jamais connaissance ?

En vérité, l'Union européenne apparaît non pas comme un ensemble ayant sa physiologie propre, animé par un esprit identifiable et appelé à vivre un destin commun, mais plutôt comme un agrégat hétérogène, voire hétéroclite, de pays dont certains paraissent carrément exotiques. Les attitudes vis-à-vis de la construction européenne sont profondément différentes. L'abstention, par exemple, va de 20 % en Belgique à 86 % en Slovaquie. Qui plus est, les pays de l'Europe de l'Est nouvellement intégrés que l'on présentait, avant leur adhésion, comme assoiffés d'Europe, se montrent vivement intéressés par les subventions et autres avantages qu'ils peuvent recevoir, voire par une alliance étroite avec les Etats-Unis, mais fort indifférents à l'égard des institutions communautaires, comme le prouve leur abstention massive. Plus généralement, de façon apparemment anecdotique mais révélatrice, si l'on voulait avoir une idée de la connaissance qu'ont de l'Union européenne les citoyens qui l'habitent, il suffirait de leur demander de citer à l'improviste le nom, ou même simplement le nombre, des pays qui la composent. Chacun peut faire l'expérience, et déjà sur soi-même.

Entre les sentiments, peut-être confus mais profonds, des peuples et d'autre part la tendance à unifier et à réglementer affichée par la plupart des décideurs politiques, la discordance est souvent sensible. Toutefois, les théories elles-mêmes finissent par s'infléchir. La supranationalité et le fédéralisme, autrefois présentés comme l'idéal et l'aboutissement inéluctable de la construction européenne, ne font plus recette, et

ceux qui y adhèrent au fond de leur cœur évitent de prononcer les mots devenus obsolètes et presque répulsifs. Chacun affirme, plus ou moins sincèrement, que l'Europe ne se construit pas contre les nations, mais au contraire pour renforcer leurs moyens d'action. C'est ce bon usage de l'Union européenne qu'a fait Nicolas Sarkozy lorsque la France en exerçait la présidence.

Cette tendance n'a rien de fâcheux. Au lieu de considérer les peuples comme des garnements atardés attachés aux cadres nationaux, des obstacles sur le chemin d'un avenir radieux, mieux vaut prendre en compte leurs aspirations, qui s'expriment de sondage en scrutin et qui n'ont pas la futilité ou la volatilité d'une mode. Le programme de la liste UMP allait nettement dans ce sens, et c'est ce qui lui a valu son succès.

On ne va pas ici échafauder un projet européen. On se contentera d'affirmer que ce qu'il est possible et bénéfique de construire, c'est l'Europe des réalités. Cette expression vous rappelle quelque chose ? C'est bien à cette conception que se référait le général de Gaulle. A ceux qui l'auraient oublié, il faut redire qu'il fut l'un des grands bâtisseurs de l'Europe, mais d'une Europe respectueuse des nations, produit de traditions communes ou complémentaires, armée

**L'EUROPE SERA  
GAULLIENNE  
OU NE SERA PAS**

pour imprimer sa marque propre à l'avenir du monde. On aurait pu s'aviser plus tôt de suivre la leçon qui nous a été ainsi donnée de longue date,

mais il fallait peut-être passer par des déboires, des échecs et des pesanteurs pour mettre les idées à l'épreuve de l'expérience.

On répète souvent cette affirmation péremptoire, attribuée à Malraux : «Le XXIème siècle sera religieux ou ne sera pas». La formule est certainement apocryphe, et c'est heureux, car elle est dépourvue de sens. On peut en revanche résumer ainsi l'alternative à laquelle notre continent ne peut échapper : «L'Europe sera gaullienne ou ne sera pas».

**VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)**

Nom ..... Prénom.....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Téléphone ..... Portable ..... Télécopie ..... Courriel .....@.....  
 Date et lieu de naissance ..... Je souhaite être adhérent , adhérent actif  ou militant  ?  
 Profession .....

- Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.
- Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse :  120 € ou plus  80 €  50 €  30 €
- Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année ..... :
  - Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 €  Cotisation couple : 50 €  Cotisation simple : 30 €  Cotisation chômeur : 15 €
  - Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 €  Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €
- Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) :  soutien : à partir de 200 €  simple 50€

Date ..... Signature .....  
 À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

## MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE